

Populisme et crise de la démocratie

Les racines du mal

Si les élections européennes du 26 mai n'ont pas débouché sur le raz-de-marée populiste attendu, la tendance de ces dernières années est claire : les mouvements populistes gagnent du terrain un peu partout en Europe. Les explications de ce phénomène tiennent en de multiples facteurs : défiance grandissante envers les élites, crise de la démocratie représentative, insécurité sociale et économique, hégémonie néolibérale... Décryptage d'une réponse politique perverse à une demande légitime de réappropriation du politique par les citoyen-ne-s.

La chute du mur de Berlin en 1989 et l'effondrement du bloc soviétique avaient favorisé l'émergence d'un état d'esprit collectif particulièrement optimiste quant à l'avenir de la démocratie : la fin du cycle historique des régimes communistes d'Europe de l'Est devait inaugurer le début d'une ère politique nouvelle consacrant la suprématie normative et l'hégémonie mondiale du régime politique démocratique. Les principes de la démocratie libérale et, conjointement, du libre marché étaient dorénavant appelés à s'imposer comme l'horizon indépassable de la marche politique du monde. L'histoire était finie¹ et elle se finissait bien.

Il aura fallu peu de temps pour que cette conception béate de l'histoire laisse place à une forme d'appréhension de l'avenir. Dès le début des années 90, des signaux avant-coureurs laissaient déjà présager, dans certains pays européens, que l'histoire était loin d'être terminée, avec le succès électoral inattendu (en Belgique notamment) et parfois durable (comme en France par exemple) de formations politiques d'extrême droite, ou, en Italie, avec l'expérience berlusconienne (1994-2011) qui s'est avérée catastrophique en termes d'avilissement, des vertus civiques et de délégitimation des institutions démocratiques.

Quoi qu'il en soit, trente ans après la chute du mur, un faisceau d'événements et d'indicateurs sociaux et politiques laisse à penser que nous traversons une phase historique de récession démocratique dont l'ampleur est telle que certain.es analystes n'hésitent plus à envisager la possibilité que nous soyons entré.es dans une ère "post-démocratique". Nous serions ainsi arrivé.es à un moment de bascule où les cadres et les principes de la démocratie libérale, que nous considérons comme des acquis inébranlables depuis la fin de la Seconde

¹ F. FUKUYAMA, *Le fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992.

Guerre mondiale, s'effritent dangereusement, se traduisant par la montée en puissance de formations politiques populistes ou d'extrême droite. Que le cycle démocratique soit arrivé à son terme² apparaît désormais pour certain.es comme une hypothèse crédible. D'autres lectures sont plus tempérées et rappellent que l'histoire de la démocratie moderne a régulièrement été ponctuée par des moments de contestations et de remises en cause parfois radicales de son fonctionnement, que l'aventure démocratique est par principe indéterminée et donc exposée à des épisodes de reflux momentanés, et que la crise actuelle sera passagère comme toutes les autres.

Toutefois, l'ampleur de la crise fait peu de doute. Elle se signale notamment par une dégradation importante du niveau de confiance des opinions publiques à l'égard des principales institutions de la démocratie représentative et, conjointement, par des scores électoraux d'une ampleur inédite de formations politiques populistes et autoritaires.

UNE DÉFIANCE GRANDISSANTE

D'une part, les sondages et analyses d'opinions concordent pour souligner une dégradation critique du niveau de confiance des citoyen-ne-s à l'égard des institutions et des fonctions d'intermédiation et de représentation sociale et politique (élu.es, partis, gouvernements, presse, etc.). Ce n'est manifestement pas tant la démocratie en tant que telle (comme idéal de gouvernement) qui est l'objet de cette vague de défiance que l'efficacité de ses rouages institutionnels et décisionnels. Les griefs sont connus : manque ou absence de prise en compte des problèmes réels des populations, impuissance des autorités publiques à anticiper et à répondre efficacement aux nouveaux enjeux globaux (mondialisation, migrations, environnement...), captation du pouvoir par une "classe politique" fonctionnant en vase clos, opacité des institutions et des mécanismes de prise de décision, collusion d'intérêts entre les élites et des élu-es... Ces griefs, qu'ils soient fondés ou non, participent à alimenter un climat général de suspicion, voire de franche hostilité à l'égard de la sphère politique et de ses représentant.es. Ce climat génère de l'apathie ou des formes de désertion civique (abstentionnisme et absentéisme électoral en hausse, chute du militantisme politique, etc.), voire des souhaits ou des revendications de transition politique de type "dégagiste" ou favorables à des régimes politiques plus "autoritaires" par exemple.

D'autre part, et depuis la fin des années 80, les résultats électoraux des formations politiques qualifiées de populistes sont certes cycliques, mais en constante croissance³, ce qui semble confirmer que nous avons bien affaire à une crise démocratique davantage structurelle que conjoncturelle. Il en résulte un paysage démocratique européen particulièrement sinistré. Hormis le Portugal et l'Irlande qui font encore figure d'exception (l'Espagne étant tout récemment sortie de ce régime d'exception avec l'entrée d'élu-es du parti d'ultra-droite Vox au Parlement national), tous les pays européens comptent désormais, à des degrés divers mais significatifs, des représentant-es de formations populistes au sein de leur(s) parlement(s) et/ou de leur(s) gouvernement(s).

On s'épargnera un examen exhaustif de la situation pays par pays. Soulignons toutefois que les derniers scores électoraux enregistrés par les partis populistes dépassent quasiment tous la barre des 10 % pour atteindre dans certains cas près de 45 % des suffrages. À titre d'exemple : respectivement 17,4 % et 32,7 % pour la Ligue et le Mouvement 5 étoiles aux législatives de 2018 en Italie (qui fait office de véritable laboratoire en la matière), 13,2 % pour le Rassemblement national (ex-FN) aux législatives françaises de 2017, 12,6 % pour Alternative en Allemagne aux législatives de 2017, 26 % pour le Parti de la liberté aux élections nationales autrichiennes de 2017 et 44,9 % aux législatives hongroises de 2014 pour le Fidesz de Viktor Orban. D'autres pays comme la Pologne, la Hongrie, la Tchéquie ne sont pas en reste et le phénomène n'épargne pas plus les pays scandinaves, pourtant héritiers d'une longue tradition sociale-démocrate. Au total, cinq⁴ pays européens au moins sont dirigés par des leaders ouvertement populistes ou par des coalitions les intégrant en leur sein. Et cette situation

² L'expression est de R. SIMONE, *Si la démocratie fait faillite*, Paris, Gallimard, 2016.

³ Voir l'article de M. MAESSCHALCK, « Populismes et mouvements sociaux », *Les Cahiers du CIEP*, juin 2014.

⁴ Hongrie, Pologne, Italie, République tchèque et Bulgarie.

est loin d'être contenue au seul continent européen : les dérives ouvertement totalitaires de la présidence d'Erdogan en Turquie, l'élection de Trump à la présidence des États-Unis et celle de Bolsonaro à la tête du Brésil par exemple montrent à suffisance que le ressac démocratique a une ampleur mondiale.

LA DIFFICILE DÉFINITION DU POPULISME

À quoi avons-nous affaire ? La variété des termes utilisés (populistes, démocrates illibéraux, extrémistes, nationalistes, autoritaristes, fascistes...) pour tenter de qualifier les acteurs concernés (leaders, partis ou gouvernements) illustre bien la difficulté à leur assigner une identité idéologique commune tant leurs profils, leurs programmes ou leurs actions peuvent varier considérablement, de la droite extrême à la gauche plus radicale.

Le concept de populisme, par sa plasticité même, est sans doute le plus à même de rassembler sous une seule étiquette l'ensemble des mouvements politiques dont il est question. L'exercice a néanmoins ses limites : le concept est vague, sa portée analytique et descriptive est faible et son usage peut parfois reposer sur des préjugés élitistes peu avouables. La référence exacerbée au "peuple", principe de la volonté générale et de la légitimité du pouvoir en régime démocratique, peut toutefois laisser supposer que les ressorts du populisme ont quelque chose à voir avec les ressorts de la démocratie elle-même, de ses tensions, limites ou errances éventuelles. Dans cette optique, il conviendrait donc de distinguer la vague populiste actuelle des idéologies totalitaires ouvertement antidémocratiques des années 30 et de la penser plutôt comme une forme contemporaine de contestation « de la démocratie telle qu'elle est au nom de la démocratie telle qu'elle devrait être⁵ ». Dit autrement, le populisme serait tout à la fois un symptôme et une réponse spécifique à une crise profonde de la démocratie représentative. Et si la référence au "fascisme" est parfois utilisée pour désigner les manifestations les plus autoritaires et nationalistes des populismes contemporains, ce ne peut donc l'être au sens historique du terme, mais à la rigueur comme un équivalent fonctionnel⁶ : projet similaire de régénération de la nation (considérée en déclin), de refondation de l'unité ethnoculturelle du corps social (menacé par les migrations), d'incarnation du pouvoir dans la figure d'un leader détenant le monopole moral et politique de la représentation populaire (contre un *establishment* ne représentant que ses propres intérêts), de survalorisation de la souveraineté du peuple via des formes de démocratie plébiscitaire et référendaire (contre les corps intermédiaires et les structures parlementaires parasitant l'expression de la volonté générale) et de promotion de la force et de la brutalité dans la rhétorique et l'action politiques.

Dans ce cadre, l'élaboration d'une offre politique programmatiquement cohérente est secondaire. La priorité des partis populistes est de remplir le plus efficacement possible leur fonction tribunitienne en surfant de façon opportuniste sur "l'air du temps" et les diverses manifestations des malaises et mécontentements sociaux dans le but de les amplifier et de s'en faire les relais légitimes. Reste au final une stratégie unique, celle de la conquête du pouvoir. Et une fois conquis, sa consolidation s'accompagne systématiquement d'une entreprise de délégitimation et de fragilisation des principales institutions de régulation et de contrôle démocratique (cours constitutionnelles, parlements, etc.) et de contre-pouvoir (presse indépendante, syndicats, ONG, etc.). Bref, d'une remise en cause du régime des droits et libertés constitutif de la démocratie libérale.

UNE DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE EN PANNE

Quels sont les facteurs explicatifs de cette fragilisation structurelle des démocraties représentatives et du succès concomitant des populismes ? Suivons ici une hypothèse générale⁷ : la démocratie représentative ou élective est censée remplir un certain nombre de "fonctionnalités" politiques fondamentales, qui lui assurent à la fois sa légitimité et sa crédibilité. L'exercice du suffrage universel, qui est au fondement de la démocratie représentative, se doit en effet de produire de la souveraineté (l'élection doit traduire en acte la souveraineté du peuple), de la représentation (les citoyen·nes votent pour élire leurs représentant·es), de la légitimité (l'élection se doit de légitimer le pouvoir et son exercice) et de l'égalité (l'élection est censée produire et

⁵ V. De COOREBYTER, *La démocratie, enrayée ? Actes de colloque*, Académie royale de Belgique, p. 266.

⁶ Voir H. PALHETA, *La possibilité du fascisme. France, la trajectoire du désastre*, Paris, La Découverte, 2018.

⁷ Développée notamment par Pierre Rosanvallon.

manifestent une communauté politique d'égaux). Il est en outre attendu d'un gouvernement démocratique une certaine efficacité quant aux réponses à apporter aux enjeux et défis collectifs. Or, on peut raisonnablement considérer que ces "fonctionnalités" de la démocratie représentative sont, à des degrés divers, actuellement "en panne" et supposer que cette panne joue un rôle prédominant dans la désillusion démocratique contemporaine.

Dans ce contexte, la force d'attractivité et le succès actuel des partis populistes résideraient dans leur capacité à proposer, sur le plan rhétorique et idéologique, une réponse politique simple (et le plus souvent simpliste), relativement cohérente et articulée aux dysfonctionnements ou à ces différentes pannes des démocraties représentatives et aux profondes désillusions qu'elles génèrent. Ce qui leur permet du même coup de se profiler comme les restaurateurs d'une démocratie authentique, fidèle à ses fondamentaux. La crise contemporaine de la représentation politique et ce que Pierre Rosanvallon appelle fort à propos « le rendement démocratique décroissant des élections » mobilisent une multitude de facteurs explicatifs. Trois d'entre eux sont régulièrement soulignés : l'accroissement considérable du niveau moyen d'instruction des citoyen·nes d'une part, le développement vertigineux des canaux d'information d'autre part, et l'exacerbation sociale d'une forme d'hyper-individualisme enfin. La conjugaison de ces trois facteurs participe activement à délégitimer le principe de la délégation de souveraineté et de la représentation politique. De quel droit et à quel titre quelqu'un peut-il me représenter ? Cette question perturbe profondément le fonctionnement habituel de la démocratie électorale et les rapports de confiance entre les élu·es et leurs mandant·es. En ce sens, la crise de la démocratie représentative résulterait moins d'une forme de distinction grandissante (le fameux "fossé") entre les gouvernant·es et les gouverné·es que d'une remise en cause par ces dernier·es de la légitimité même de cette distinction et de la pertinence de cette conception classique de la division du travail politique.

En outre, cette fonction de représentation politique est rendue d'autant plus problématique dans un contexte où les catégories sociales traditionnelles, héritées de la société industrielle (classes sociales, catégories socioprofessionnelles, etc.), tendent à se brouiller et à s'estomper. Un monde structuré et hiérarchisé en un nombre relativement limité de groupes sociaux présentant chacun une forte homogénéité culturelle et socio-économique et défendant des intérêts spécifiques, est aisément représentable (chaque parti ou leurs élu·es pouvant se présenter comme les porte-paroles légitimes d'un segment identifiable et relativement stable de la société). Il en va autrement dans un monde social où la spécificité de chaque trajectoire individuelle tend à primer sur les communautés d'épreuves et de destin, où les frontières entre les "mondes socioprofessionnels" deviennent poreuses et où les appartenances identitaires se multiplient et se complexifient. Comment dès lors représenter politiquement un monde social devenu à ce point pluriel et particularisé (voire atomisé) et donc pour partie illisible ? La réponse n'a plus rien d'évident, et cette perte d'évidence ébranle le principe même de démocratie représentative et fragilise considérablement le rôle historique de médiation et de représentation des partis et des élu·es politiques.

UNE INSÉCURITÉ SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

Sur ces évolutions de fond se sont greffés des événements plus conjoncturels qui, ensemble, ont structuré un contexte propice aux populismes.

Une hypothèse régulièrement avancée voudrait que la stabilité des démocraties contemporaines repose sur un nombre limité de facteurs⁸ qui ne sont actuellement plus vérifiés, et parmi ceux-ci, l'augmentation continue du niveau de vie des citoyen·nes. Les économies occidentales ont en effet enregistré, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'aux années '70, des taux de croissance importants qui, couplés à des mécanismes institutionnalisés de redistribution des richesses, de consolidation de l'État social et dans un contexte de quasi-plein emploi, ont considérablement renforcé la confiance des citoyen·nes dans l'avenir et la conviction que leurs enfants vivraient dans une situation bien meilleure que la leur. Cette croissance continue du bien-être a ainsi joué un rôle de stabilisateur politique important dès lors qu'il était manifeste pour une majorité d'individus que vivre en régime démocratique s'avérait « payant ». Or, la situation s'est retournée au début des années '70. Les effets conjugués de l'effondrement de la croissance (crises pétrolières) et de la mondialisation d'une économie de plus en plus financiarisée (délocalisations, désindustrialisation, pertes massives d'emplois, stagnation des

⁸ Voir Y. MOUNK, *Le peuple contre la démocratie*, Paris, Éditions de l'Observatoire, 2018.

salaires...) ont progressivement ruiné les espoirs placés par les membres des classes moyennes et populaires en un avenir meilleur (l'économiste Paul Krugman parlera de cette époque comme de « L'âge des espérances perdues »⁹). Ces effets ont, dans le même temps, produit du ressentiment à l'égard d'une "classe" politique perçue comme incapable de protéger et défendre les intérêts des citoyen·nes et des travailleur·euses, et plus globalement à l'égard d'une démocratie politique et sociale trahissant ses promesses d'égalisation progressive et d'émancipation pour tou·tes.

Un tel contexte d'insécurité sociale et économique et de "lutte des places" généralisée va en outre favoriser la montée en puissance d'une hostilité sociale grandissante, aux contours parfois explicitement xénophobes, à l'égard d'une immigration perçue comme une menace économique, sécuritaire et identitaire supplémentaire et comme la preuve d'un laxisme politique d'autant plus coupable.

La crise de 2008 va dégrader beaucoup plus encore ce climat de désillusion politique et va, en outre, durablement renforcer la crispation d'une large part des opinions publiques autour des questions d'asile et de migration ; crispation que les populistes nationalistes vont opportunément instrumentaliser pour leur propre compte, dans un contexte d'augmentation des flux migratoires résultants de conflits internationaux.

La grave récession économique consécutive à la débâcle du secteur international de la finance a eu de lourdes et durables répercussions sur les économies nationales, accélérant la déliquescence des vieilles sociétés industrielles et l'insécurité sociale et économique des classes moyennes et inférieures.

La totale impunité du secteur financier, massivement renfloué à coup de centaines de milliards d'euros d'argent public ainsi que les sévères plans d'austérité mis en œuvre par les gouvernements pour réduire un endettement public largement consécutif au sauvetage du monde bancaire, ont considérablement durci l'hostilité générale à l'égard des élites politiques et économiques confondues, accusées de collusion dans la défense de leurs intérêts respectifs au mépris des "peuples", de leur souveraineté et de leurs intérêts. Largement laissés pour compte des bénéficiaires de la mondialisation économique et financière, ces derniers se virent condamnés à devoir supporter le coût de ces errances au prix de régressions sociales extrêmement lourdes et parfois quasi sacrificielles, comme ce fut le cas pour la Grèce par exemple.

HÉGÉMONIE NÉOLIBÉRALE

Cette gestion austéritaire et punitive de la crise a évidemment largement légitimé une rhétorique politique dénonciatrice d'un *establishment* politique et financier¹⁰ illégitime, profondément inique, et foulant au pied la souveraineté des nations et la dignité des citoyen·nes.

Mais plus globalement encore, tant l'origine que la gestion de cette crise ont révélé la profonde corrosion qu'ont opérée la rationalité néolibérale et sa progressive hégémonie culturelle et politique sur la démocratie et ses valeurs. La révolution néolibérale amorcée au tournant des années '80, et adoptée dans ses grands principes tant par la droite conservatrice que par la gauche sociale-démocrate, a été pour une large part dirigée contre les fonctionnalités de la démocratie considérées comme des obstacles à la poursuite de ses principaux objectifs : la marchandisation du monde et des êtres humains ainsi que la maximalisation des profits. Le néolibéralisme est en effet tout autant sous-tendu par un programme économique que par un programme culturel, son hégémonie dépendant de sa capacité à « changer l'âme et le cœur des hommes », pour reprendre les mots de Margaret Thatcher. Dans les faits, il s'est agi d'opérer une subversion profonde des principes démocratiques (suprématie de l'économique sur le politique, du privé sur le public, de l'entreprise sur l'État, de la compétition sur la coopération, du statut de consommateur·rice sur celui de citoyen·ne, des diktats du marché sur la délibération publique, de la gouvernance sur l'autogouvernement, etc.) dans l'objectif d'instaurer et de légitimer un ordre social et politique nouveau fondé sur la seule rationalité économique et la

⁹ Cité par D. COHEN, *Il faut dire que les temps ont changé... chronique (fiévreuse) d'une mutation inquiète*, Paris, Albin Michel, 2018.

¹⁰ Notamment incarné par la Troïka, représentée par les experts de la Commission européenne, la BCE et le FMI.

marchandisation progressive de l'ensemble des sphères d'activités sociales. Ce nouvel ordre néolibéral, excluant toute autre forme d'alternatives à celle de la compétition générale de tou.tes contre tou.tes (des États, des entreprises et des individus) dans le cadre d'une économie-monde libéralisée, a à la fois profondément déclassé la démocratie, ses fonctions et ses institutions politiques et sociales, tout en produisant de l'anomie, de l'atomisation et de la fracture sociale.

RÉSISTANCE À LA MONDIALISATION

Face au désarroi politique et social généré par cette situation globale et à l'absence manifeste d'alternatives politiques, les populistes se sont invité.es comme une forme de résistance à la mondialisation (et à ses agents) et comme une promesse faite aux peuples de reprendre le contrôle.

C'est le slogan du Brexit. C'est celui de Donald Trump, de Matteo Salvini, de Marine Le Pen. « Ils nous promettent de reprendre le contrôle sur nos frontières, de reprendre le contrôle sur nos finances, nos industries, nos États, nos pays, notre destin »¹¹. Une promesse, en somme, de restaurer la démocratie en rétablissant le « peuple » dans sa souveraineté, l'égalité et l'unité de ses membres dans un récit national culturellement épuré, sa représentativité au travers de l'expression directe de sa volonté et l'efficacité politique par la réappropriation de son destin sous la conduite énergique d'un leader plébiscité... avec les dérives autocratiques et liberticides que l'on sait.

DU RÔLE DU MOUVEMENT OUVRIER

Rien n'interdit de penser que la période de déstabilisation démocratique que nous connaissons n'en est qu'à ses débuts. Le populisme est une réponse politique perverse à une demande légitime de réappropriation du politique par les citoyen·nes et de restauration démocratique. Cela sous-tend un programme complexe, risqué, mais urgent qui oblige l'ensemble des démocrates et tout particulièrement la gauche politique, syndicale et associative à réagir. Agiter le spectre d'un retour des années '30 ou viser à culpabiliser moralement l'électorat populiste ne sert strictement à rien, sauf à être contre-productif. Et ce programme déborde également la "simple" question de la "participation citoyenne" et de la démocratisation de l'accès à un espace délibératif aux règles du jeu institutionnellement et politiquement cadencées.

Le mouvement ouvrier est en mesure de jouer un rôle positif dans la sortie de crise. D'abord au travers de sa fonction politique de production et d'organisation d'une démocratie associative et sociale. Celle-ci permet de suppléer aux insuffisances de la représentation politique et aux carences d'une conception purement formelle des droits et libertés en défendant et renforçant les droits économiques, sociaux et culturels des personnes ainsi que les institutions qui en sont garantes. Ensuite, par son travail de démocratie culturelle, en créant les conditions nécessaires à une compréhension et à une réappropriation autonome, par les citoyen·nes-mêmes, des enjeux collectifs qui les concernent. Ce qui doit mener aussi à une compréhension des logiques de domination qui les affectent et les impuissent, dans une visée d'élaboration d'alternatives politiques et de transformation sociale.

Produire du pouvoir collectif de discernement, d'évaluation, d'action et d'émancipation, c'est travailler à une réappropriation du politique par les citoyen·nes-mêmes et c'est participer activement à la redynamisation de la démocratie. C'est cette philosophie pratique de l'éducation populaire, comme pratique d'émancipation et de démocratisation continue, qui reste sans doute la voie la plus efficace de résistance aux forces d'attraction des populismes.

Frédéric LIGOT

¹¹ R. GLUKSMANN. *Les enfants du vide. De l'impasse individualiste au réveil citoyen*, Paris, Allary Éditions, p. 115, 2018.

Protection de la propriété intellectuelle : la FTU utilise le système de licences et de partage des connaissances Creative Commons

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/be/deed.fr>



Les notes d'éducation permanente sont mises à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage à l'Identique 3.0 non transposé](#).

Les autorisations au-delà du champ de cette licence peuvent être obtenues à pierre.georis@ftu.be

FTU – Association pour une Fondation Travail-Université

Chaussée de Haecht, 579
1030 Bruxelles
+32-2-2463851
Site éducation permanente : www.ftu.be

Éditeur responsable : Pierre Georis